

DÉCLICS

ET DES CLAQUES

N°21
SEPTEMBRE 2015

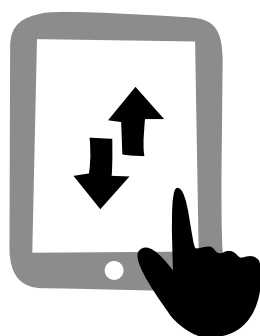
**EN SOUTENANT OXFAM
VOUS SOUTENEZ LE
COMBAT POUR L'ÉGALITÉ
HOMMES-FEMMES
EN INDE ET AU BANGLADESH**



OXFAM

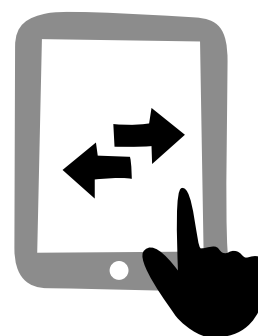
Magasins du monde

COMMENT NAVIGUER DANS LE DÉCLICS NUMÉRIQUE ?



NAVIGUER DANS LES ARTICLES

Faites défiler le contenu vers le haut ou le bas pour lire les pages d'un même article.



NAVIGUER ENTRE LES ARTICLES

Faites défiler le contenu vers la gauche ou la droite pour afficher un autre article.

Vous avez accès à du contenu additionnel ou à des fonctions spécifiques lorsque ces icônes sont affichées

SOMMAIRE

Revenir au sommaire



PLUS

Contenu lisible en pop-up



PARTAGE

Via les réseaux sociaux



VIDEO

Lire le contenu vidéo



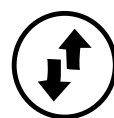
ACTION

Lire du contenu interactif



AGRANDIR

Agrandir une image



SCROLL

Faire défiler le contenu



LIEN

Accéder à du contenu sur internet



MONICA ET DIPALI, ÉTRANGÈRES ET PROCHES À LA FOIS



Elles ne se connaissent pas, ne se sont jamais rencontrées. Et pourtant, quelque chose les unit. Ce lien, c'est le commerce équitable et ce qu'il permet : l'émancipation et l'autonomie des femmes. Quand Sophie achète un bijou fabriqué par Dipali, elle apporte un soutien concret au combat en faveur de l'égalité hommes-femmes.

Ce geste apparemment anodin est en fait capital. Car malgré les belles intentions, malgré les beaux discours, un homme a en moyenne toujours un salaire plus élevé qu'une femme et un accès plus facile aux responsabilités. Ici, comme partout ailleurs dans le monde.

Chez Oxfam-Magasins du monde, cette question nous touche directement. Parce que nos partenaires producteurs, comme Sasha et Tara en Inde ou Corr-The Jute Works au Bangladesh, se battent quotidiennement pour l'égalité hommes-femmes. Malgré les différences culturelles, nous partageons avec eux une même vision, celle d'un monde où l'économie est d'abord au service de l'humain et non du profit; celle d'un monde où les femmes ne seraient plus considérées comme des citoyennes de seconde classe mais auraient les mêmes chances que les hommes de travailler, de s'affirmer et de prendre des décisions.

D'où l'idée de faire une campagne ensemble.

Au-delà de la relation commerciale qui nous lie, nous voulons montrer comment le commerce équitable change la vie de nombreuses femmes, en premier lieu en leur fournissant un travail décent. Lorsque vous choisissez Oxfam, vous contribuez à l'indépendance et à l'autonomie de femmes auparavant exclues ou discriminées.

 Roland d'Hoop



Découvrez les histoires d'Amina, Asha, Dipali, Mukul, Namita, Nazma, Ruksana, Shabana et Shimul, et vous aussi, portez le combat pour l'égalité hommes-femmes, en maquillant votre visage ou votre main.

WWW.FAIRCHANCES.ORG



Vous aimez le magazine Déclics ? Likez ou partagez sur Facebook !

J'AIME



PARTAGER



DÉCLICS

DÉCLICS ET DES CLAQUES N° 21 - SEPTEMBRE 2015

Magazine d'Oxfam-
Magasins du monde
Paraît 3 fois par an

CONTACT

redaction@mdmoxfam.be
www.omdm.be/declics

RÉDACTION

Rédacteur en chef

Roland d'Hoop

Textes

**Olivier Bailly,
Roland d'Hoop,
Sébastien Maes,
Patrick Veillard,
Valentine Hanin**

GRAPHISME ET RÉALISATION

Oxfam-Magasins
du monde

Editeur responsable : Pierre Santacatterina, Oxfam-Magasins du monde, 285 rue Provinciale, 1301 Wavre.

Oxfam-Magasins du monde a.s.b.l. fait partie d'Oxfam-en-Belgique, qui est membre de la confédération internationale Oxfam.

Ce magazine est réalisé avec le soutien de la Coopération Belge au Développement

Avec le soutien de
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT



OXFAM

Magasins du monde



L'ARABIE SAOUDITE, ENFIN LE PARADIS POUR LES FEMMES !

Vous en avez marre de vous faire siffler en rue ? Installez-vous en Arabie saoudite. Là-bas, vous pourrez faire vos courses tranquillement, puisque des centres commerciaux sont réservés aux femmes. Mais comme vous n'aurez pas le droit de conduire au pays des pétrodollars, il vous faudra quand même vous débrouiller pour trouver un chauffeur... Et si l'on vous harcèle au travail, ne paniquez pas, l'Arabie saoudite a trouvé la solution, puisque ce pays veut construire une nouvelle cité industrielle entièrement réservée aux femmes ! Ah, si seulement on pouvait faire des villes réservées aux machos, on serait plus tranquilles...

www.fait-religieux.com/arabie-saoudite-la-cite-des-femme

www.courrierinternational.com/article/2014/12/04/shopping-pour-tous

www.fait-religieux.com/en_arabie_saoudite_la_segregation_hommes_femmes_s_etend_jusque_dans_les_magasins

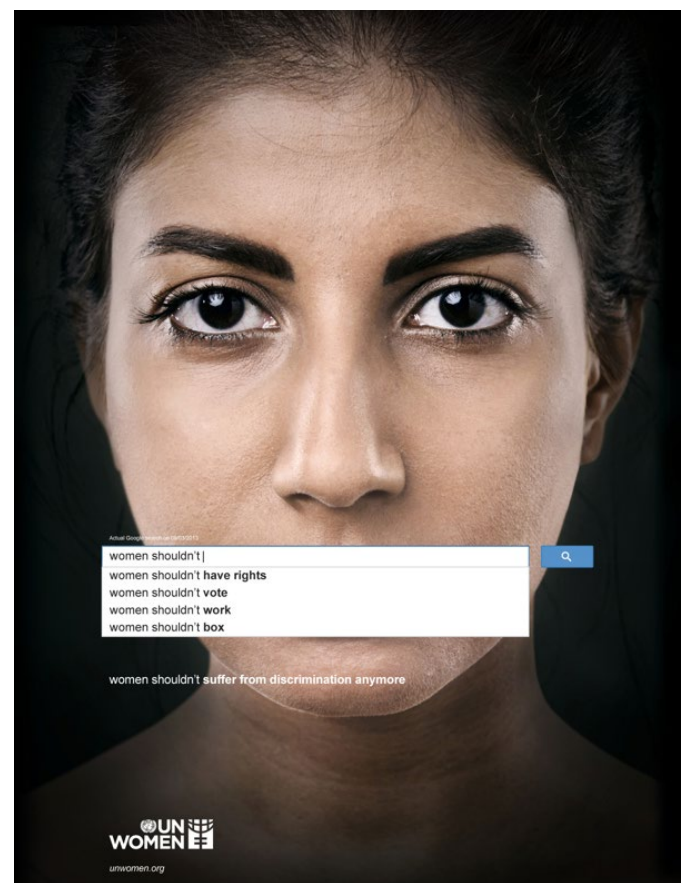


QUAND GOOGLE PERMET DE RÉVÉLER LE SEXISME

Pour une campagne contre le sexisme, l'ONU a analysé les termes de recherche les plus populaires sur Google. Ainsi, si vous tapez « les femmes ne devraient pas », Google vous suggère, sur base des recherches les plus fréquentes : « ne devraient pas conduire », « ne devraient pas avoir de droits », « ne devraient pas travailler », « ne devraient pas voter »... Ou si l'on tape « les femmes devraient », on obtient des suggestions comme « rester à la cuisine » ou « rester à leur place »...

Les affiches de la campagne parlent d'elles-mêmes...

www.unwomen.org/en/news/stories/2013/10/women-should-ads





FEMMES ITALIENNES, GRECQUES, HONGROISES ET MALTAISES : LES PLUS DISCRIMINÉES EN EUROPE !

Selon une étude du World Economic Forum (WEF), une organisation suisse qui mesure les inégalités entre les hommes et les femmes, les Italiennes sont plus victimes de discrimination par rapport aux hommes que les Zimbabwéennes, les Thaïlandaises et les Sud-Africaines... mais moins que les Grecques, les Hongroises, les Maltaises, les Indiennes, les Turques et les Égyptiennes. Ces chiffres concernent tant les inégalités au travail que dans la vie sociale. Sans surprise, ce sont les pays scandinaves qui figurent dans le haut du classement. La Belgique se place quant à elle en 10ème position.

<http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2014>

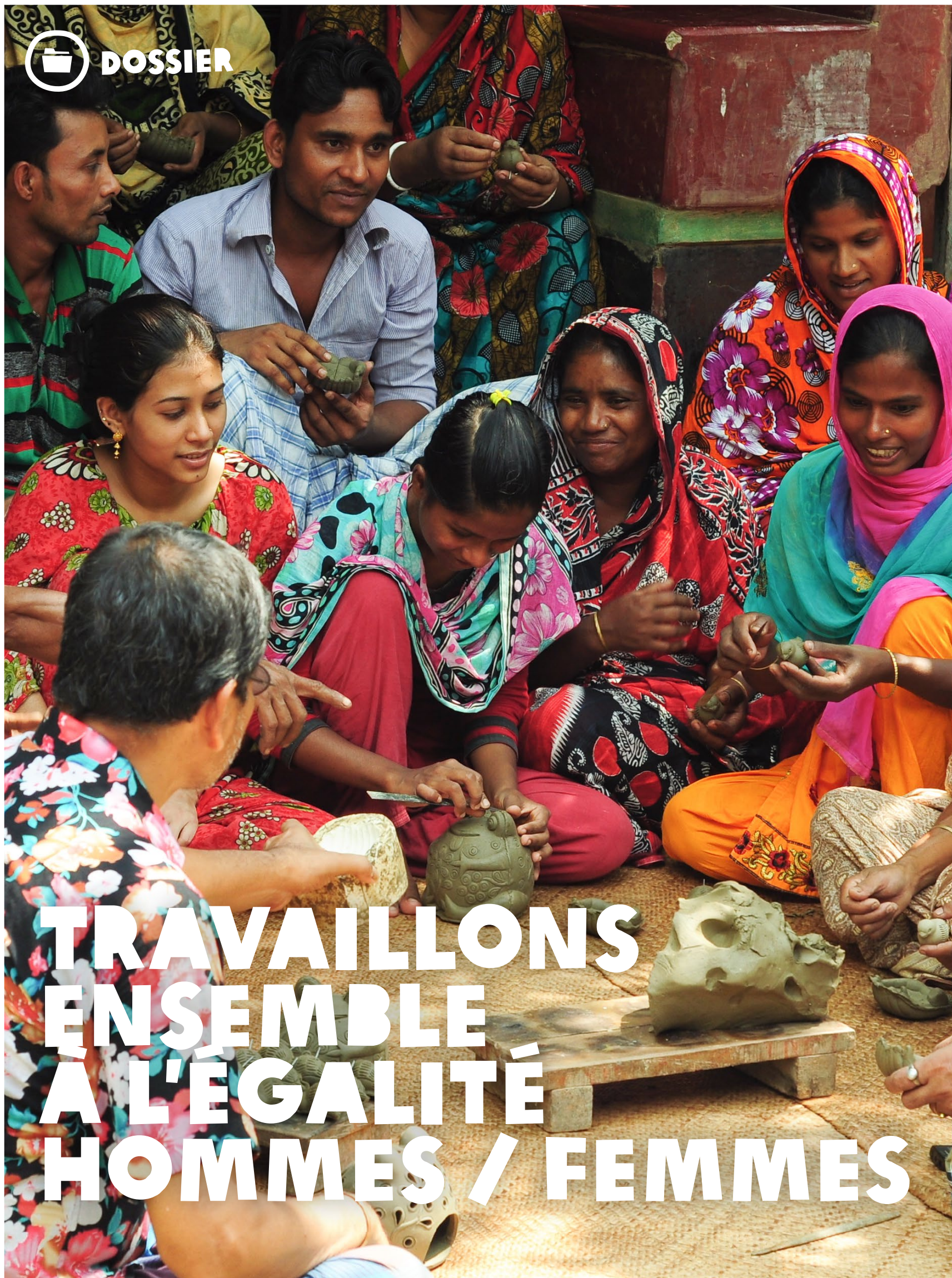
LE CHIFFRE :

2089

Selon ce même rapport, il faudra attendre 2089 avant de se réjouir d'une égalité salariale. Pour faire mentir cette prévision, rien de tel que de se battre dès aujourd'hui pour l'égalité hommes-femmes !

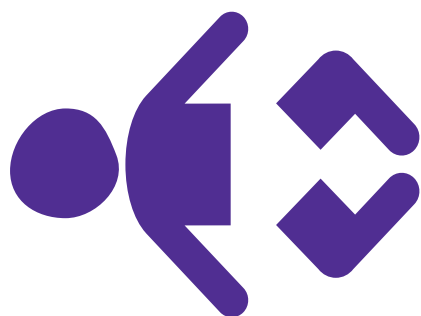


DOSSIER



TRAVAILLONS ENSEMBLE À L'ÉGALITÉ HOMMES / FEMMES





TOUTES LES **2 MINUTES**,
UNE FEMME MEURT DURANT
SA GROSSESSE OU LORS DE
L'ACCOUCHEMENT



CHAQUE JOUR,
39 000 FILLETES
SONT MARIÉES
DE FORCE



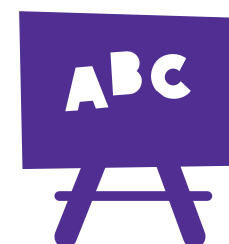
1 SUR 3 SERA
BATTUE OU ABUSÉE
SEXUELLEMENT
DURANT SA VIE



ELLES NE DÉTIENNENT
QU'**1%** DES TERRES
AGRICOLLES



ELLES NE GAGNENT QUE **10%**
DU REVENU MONDIAL ALORS
QU'ELLES FOURNISSENT 2/3 DU
TRAVAIL



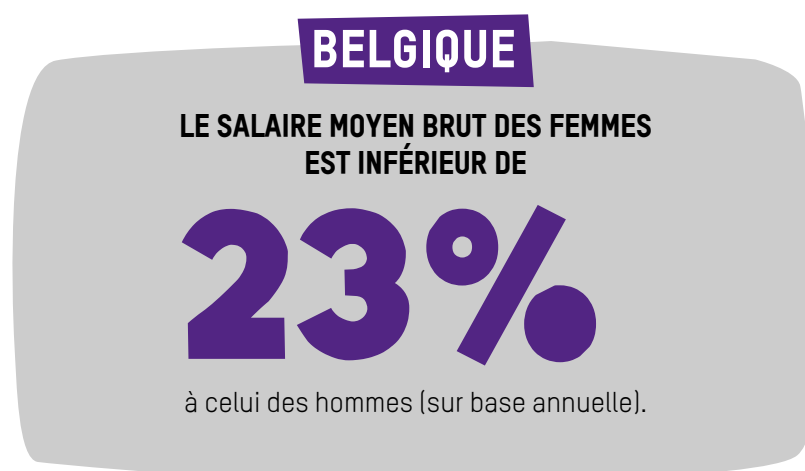
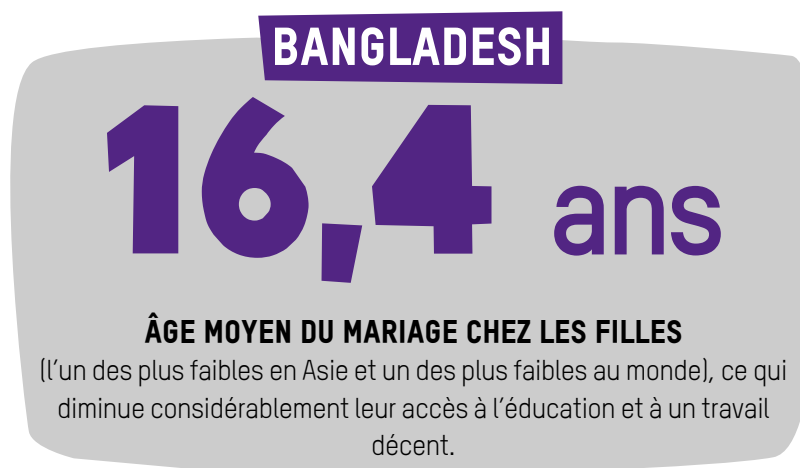
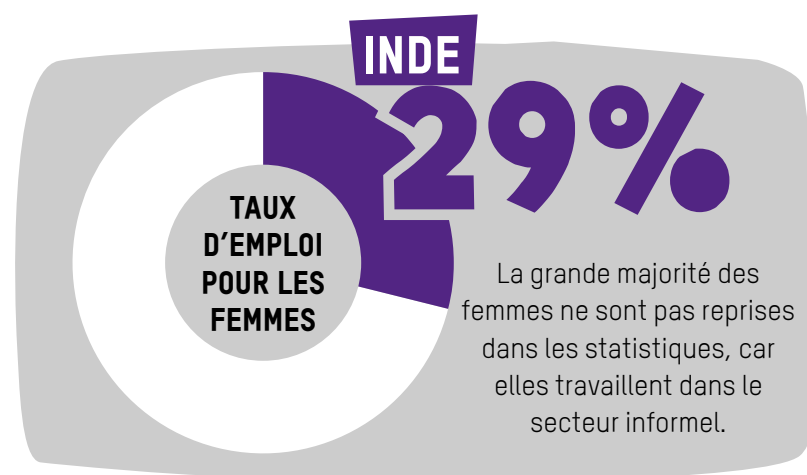
493 MILLIONS
SONT ANALPHABÈTES
(soit 2/3 des personnes
analphabètes dans le monde)

■ négalités. Un mot auquel les médias sont de plus en plus sensibles, citant tour à tour Thomas Piketty, Oxfam International ou le forum économique mondial. Mais il est une inégalité qui frappe sans doute plus que toutes les autres, car elle concerne près de la moitié de la population mondiale : celle entre les hommes et les femmes.



Malgré d'importants progrès dans le dernier quart de siècle, les femmes ont, presque partout dans le monde, moins que les hommes l'occasion de décider de leur sort. Dans beaucoup de pays, elles gagnent moins, ont un plus grand risque de mortalité, sont victimes de violence, etc. Exemple : alors qu'elles fournissent plus de 2/3 du travail dans le monde, elles ne gagnent que 10% du revenu mondial. Réduire ces inégalités est donc une priorité, à la fois morale et socio-économique.

C'est particulièrement vrai en Inde ou au Bangladesh, deux sociétés extrêmement patriarcales, où les normes sociales continuent de fortement limiter les opportunités d'autonomie des femmes. L'artisanat équitable constitue pour elles une alternative, un outil de développement professionnel ou personnel.



UNE MÊME CAMPAGNE EN BELGIQUE ET EN ASIE

Pour la campagne de fin d’année, Oxfam-Magasins du monde s’est associée à trois partenaires asiatiques : CORR – The Jute Works (Dhaka, Bangladesh), Sasha (Kolkata, Inde) et Tara Projects (Delhi, Inde). L’objectif est de lutter avec eux contre toutes les formes de marginalisation des femmes, notamment en promouvant le commerce équitable et les autres formes de travail décent. La co-construction de la campagne avec ces 3 partenaires nous permet de partir des réalités vécues par les femmes en Inde et au Bangladesh, notamment les travailleuses fabriquant les produits vendus dans nos magasins. Grâce à leurs témoignages, nous pouvons mieux comprendre en quoi le commerce équitable est un levier important dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités hommes / femmes.

GENRE ≠ SEXE

Théorie du genre, trans-genre, rôle genré, etc. La notion de genre se généralise et se diffuse. Mais qu’entend-on exactement par là ? Le terme met en évidence le fait que les rôles féminins et masculins ne sont pas définis par le sexe (caractères biologiques) mais par des facteurs sociaux, culturels et économiques.

L’approche du genre étudie donc les rôles sociaux, les inégalités et les stéréotypes attribués selon qu’on est une femme ou un homme. Le genre n’est pas donc synonyme de sexe, ni d’ailleurs de femme !

LE SEXE	LE GENRE
Est inné et hérité	Est acquis et appris
Est immuable	Est évolutif et modifiable
Est biologique et désigne : Les organes génitaux Les chromosomes Les conditions physiques (force, poids, taille...)	Est construit par la société et découle : De la culture Du processus d’apprentissage Des rôles assignés aux femmes et aux hommes dans une société donnée
Permet d’identifier les différences entre les femmes et les hommes.	Permet d’identifier les relations entre les femmes et les hommes.



L'ARTISANAT ÉQUITABLE, UN OUTIL D'EMPOWERMENT DES FEMMES

L'empowerment est une notion essentielle en matière d'égalité hommes - femmes. L'empo... quoi ? Pourquoi encore utiliser un terme anglais ? Malheureusement, il n'existe pas d'équivalent dans notre langue. Le mot regroupe en effet différentes notions, telles que le renforcement, l'émancipation ou l'autonomie. Les hispanophones parlent « d'empoderamiento », tandis que les Canadiens francophones ont créé le mot « empouvoirement ».

Dans tous les cas, on retrouve dans ces termes le mot « pouvoir ». La notion fait ainsi référence au pouvoir que l'individu peut avoir sur sa propre vie, au développement de son identité, ainsi qu'à sa capacité ou celle de sa communauté à changer les rapports de pouvoir dans les sphères économique, politique, juridique et socioculturelle. Pour les femmes, l'empowerment désigne le processus leur permettant d'acquérir de l'autonomie dans un contexte patriarcal discriminant à leur égard.

UNE MANIÈRE D'ABORDER L'EMPOWERMENT EST DE LE DIVISER EN 4 COMPOSANTES :

- L'**avoir** est lié principalement aux aspects économiques, notamment aux **moyens d'accès et de contrôle des ressources matérielles et humaines** (ex. revenus, accès au crédit, à la terre, aux soins de santé ou à l'éducation).
- Le **savoir** renvoie aux **connaissances et aux compétences pratiques ou intellectuelles** (ex. formations techniques, alphabétisation, développement des capacités d'analyse critique).



« Ce travail m'a permis d'être indépendante et d'acheter mes propres affaires. J'ai acheté une machine à coudre, j'ai fait remplacer mon logement de bambou par une maison en brique ».

(Rashida Begum, Mirpur 27 Refugee Women's Group, CJW).



« J'ai assisté à des séminaires sur les droits des femmes. J'y ai appris que les mariages précoces (ndlr : avant 18 ans) sont interdits par la loi. De même pour la dot. J'ai compris qu'avoir marié ma première fille à 13 ans était une erreur. C'est pourquoi je laisse notre seconde fille de 18 ans étudier et faire ses propres choix ».

(Yarida Yeasmine, Chandpur Mohamadeur, CJW).



- Le **vouloir** est lié à la **force psychologique et identitaire de l'individu** (confiance en soi, image/estime de soi) et/ou du groupe.



« Avant, je ne faisais que regarder les gens à travers la fenêtre. Aujourd'hui, je peux sortir, m'asseoir et parler aux gens de ma communauté. Je me sens très fière ». (Ruksana, Mahila Vikas Samooh, Bawana, Tara Projects).



**DÉCOUVREZ LES
TÉMOIGNAGES D'AUTRES
ARTISANES ICI**

www.fairchances.org

- Enfin, le **pouvoir** recouvre la **possibilité pour l'individu ou le groupe de prendre des décisions, d'être libre de ses actes et de se repositionner dans ses rapports de pouvoir avec son entourage ou dans la société au sens large** (ex. renégociation de la répartition du travail dans le couple, influence au sein de la communauté, travail de plaidoyer d'une organisation équitable).



« Je viens d'un milieu rural très conservateur et patriarcal. Malgré cela, j'ai réussi à convaincre mon père de me laisser travailler dans un atelier de broderie. Puis de former un groupe d'artisanes chez Tara. Je suis aujourd'hui respectée au sein de ma communauté. Je vais même parfois à des conférences pour parler des droits des femmes ».

Pour résumer, l'appartenance des artisanes à une organisation équitable leur apporte de réels changements, surtout en termes de ressources (matérielles et humaines, cf. avoir), de compétences (savoir) et de

conscience critique (vouloir). L'artisanat équitable peut également leur permettre de redéfinir les rôles au sein du foyer, de gagner de la mobilité et parfois même, de s'impliquer dans des activités socio-politiques (pouvoir). Mais

ce n'est pas non plus un outil miracle. C'est pourquoi la lutte pour les droits des femmes doit se faire à de nombreux niveaux, en particulier éducatif et politique !



Patrick Veillard



TOUT N'EST PAS PARFAIT

Malgré les nombreux bénéfices de l'artisanat équitable comme outil d'empowerment des femmes, on est loin de la baguette magique et il faut bien constater certaines limites. Il ne remet ainsi pas souvent en cause la distribution des tâches entre hommes et femmes (au niveau du travail domestique). En cas de rush dans les commandes, les artisanes peuvent ressentir une forte pression afin de répondre dans les délais exigés. Leur autonomie accrue peut

par ailleurs entraîner des réactions hostiles de la part de leurs maris, belles-familles ou d'autres membres de la communauté (hommes mais aussi femmes). Dans ces situations, le soutien des coopératives ou organisations équitables peut se révéler crucial.

Malheureusement, ces organisations n'ont pas toujours les ressources suffisantes – en termes de salaires, formations, capacité à fournir des commandes, etc. – pour ré-

pondre à l'ensemble des besoins pratiques (bien-être, revenus, connaissances, etc.) et stratégiques (redéfinition de la position subordonnée de la femme, meilleur accès et contrôle des moyens de production et des bénéfices, etc.) des femmes. Au final, le degré d'empowerment des artisanes dépend ainsi largement de l'organisation elle-même, de sa stratégie sur le genre, de ses publics cibles et de ses ressources financières et humaines.





TARA, UN LEVIER POUR LE CHANGEMENT SOCIAL EN INDE

« Le changement social est d'abord une justice sociale pour tous, où chacun a l'opportunité de se développer économiquement et socialement, sans subir aucune discrimination. Le changement social permet également à tout un chacun de recevoir une éducation, au centre de laquelle se trouvent le respect mutuel, la dignité et l'égalité. »

Vikas Kumar, responsable des programmes de développement chez Tara



L'association Tara Projects est née à Dehli au début des années '70, avec comme objectif le développement économique des artisans les plus marginalisés. Aujourd'hui, elle travaille dans plusieurs régions du pays, avec une petite vingtaine de groupes réguliers (coopératives, micro entreprises, ateliers familiaux, groupes d'entraide) regroupant environ 615 artisans.

INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES, INÉGALITÉS DE GENRE

Dans un contexte de grande pauvreté et d'inégalités entre hommes et femmes encore très marquées, l'association

Tara lutte pour un changement social en profondeur. En effet, Tara travaille avec les populations les plus marginalisées et les plus pauvres, notamment avec des femmes et enfants des bidonvilles.

L'empowerment de ces femmes est un des grands enjeux pour l'association, qui les aide à développer un pouvoir sur leur propre vie, à prendre conscience de leur identité, et à comprendre que le collectif permet de « changer les rapports de pouvoir dans les sphères économique, politique, juridique et socioculturelle ». C'est pourquoi Tara met en place des

structures pour leur permettre de se regrouper, de prendre des décisions collectives et de se former, éléments indispensables à l'autonomisation et à la reconnaissance des femmes dans la société indienne.

EDUCATION, FORMATIONS, SENSIBILISATION : DES ACTIONS CONCRÈTES POUR UN CHANGEMENT SOCIAL.

Outre ses activités commerciales de production et vente de produits d'artisanat, Tara développe donc des activités d'éducation, met en place des campagnes de sensibilisation et propose différents programmes sociaux. Ainsi, elle



offre des formations professionnelles aux artisan(e)s (couture, techniques commerciales, informatique, développement de produits, etc.).

Autre domaine essentiel, celui de la lutte contre le travail des enfants. Tara a créé des centres éducatifs et promeut le commerce équitable auprès du grand public, afin d'améliorer l'accès à l'éducation. Elle organise également des campagnes de sensibilisation à l'environnement et à la santé.

Valentine Hanin



« Avant, je ne faisais que regarder les gens à travers la fenêtre de ma maison. Aujourd'hui, c'est moi qui me déplace dans les maisons pour rencontrer et témoigner. Je suis si fière de moi. »

RUKSANA KHATOON



FOCUS SUR LE MICROCRÉDIT

L'association accorde des microcrédits aux personnes désirant démarrer une activité commerciale ou d'artisanat (récupération et recyclage de vieilles chaussures, ouverture d'une petite épicerie, création de bijoux, etc.). L'objectif n'est pas uniquement financier, mais bien d'améliorer les compétences des bénéficiaires, de leur permettre de se former au développement de produits et de les familiariser avec l'informatique. Grâce à ces microcrédits, des personnes pauvres ou marginalisées peuvent acquérir une certaine indépendance financière, des connaissances et une confiance pour une meilleure intégration dans la société (= empowerment).

« Le microcrédit est la meilleure réponse pour combattre la pauvreté » insiste Vikas Kumar, le responsable des programmes de développement chez Tara

TARA EN CHIFFRES :

- 615 artisan(e)s bénéficiant du soutien de Tara
- 8 centres d'éducation pour enfants non scolarisés (1100 enfants concernés)
- 2 centres de formation à l'informatique
- 5 centres de formation au métier de couturier
- 695 microcrédits accordés en 2014





EN INDE COMME EN BELGIQUE, LES TRAVAILLEUSES SONT PLUS PAUVRES QUE LES TRAVAILLEURS

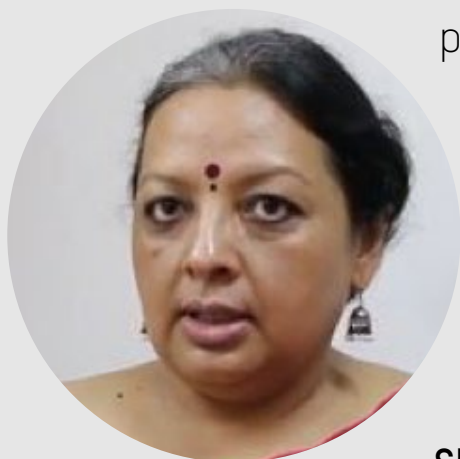
Pour Oxfam-Magasins du monde comme pour ses partenaires, le travail décent est un levier essentiel pour faire progresser l'égalité hommes-femmes. Lorsqu'une femme accède à un emploi de qualité, rémunéré de manière équitable, elle devient plus autonome financièrement et gagne de la confiance. Les regards dans son entourage familial et la société évoluent tandis que la pauvreté diminue. En Asie comme chez nous, les défis sont encore importants. Pour y voir plus clair, nous avons rencontré deux spécialistes de la question « emploi et genre » en Inde et en Belgique.



Action menée par l'ONG indienne SWATE en faveur de l'égalité hommes-femmes.



INÉGALITÉS HOMMES-FEMMES ET ARTISANAT EN INDE



En Inde, les femmes artisanes font partie des couches les plus pauvres : leur travail n'est pas reconnu alors qu'elles contribuent de manière positive aux revenus du ménage et plus généralement de la société. Pour mieux comprendre les enjeux, nous avons interviewé

Shalini Sinha, spécialiste du travail

domestique et informel au sein de l'Organisation Wiego (Woman in Informal Employment Globalizing and Organizing).

Quelles sont les principales difficultés rencontrées par les femmes qui travaillent en Inde ?

Lorsque l'on parle des femmes pauvres qui travaillent en Inde, on parle d'un groupe très vulnérable et marginalisé.

Un grand nombre d'entre elles, 97%, travaille dans le secteur informel, ce qui est

énorme. Par emploi informel, nous entendons qu'elles travaillent depuis leur domicile ou dans la rue, parfois dans des décharges d'ordures ou au domicile d'autres personnes.

Dans le secteur informel, l'emploi est instable. Si elle ne trouve pas d'endroit pour

vendre ou si la police la chasse, la femme ne gagnera rien ce jour-là et personne n'aura à manger dans son ménage. Il n'y a donc aucune garantie, il n'y a pas de sécurité sociale, pas d'assurance si elle tombe

malade ou si quelqu'un

dans sa famille tombe malade.

Une femme qui travaille à domicile est complètement

dépendante des intermédiaires qui lui apportent le travail. Si elle exprime la volonté d'être mieux rémunérée, on lui dira qu'une autre sera prête à faire le travail à ce prix-là.

Mais est-ce vraiment spécifique aux femmes ?

Les hommes sont aussi concernés par le travail informel, qui concerne 91% d'entre eux. Mais les femmes sont encore plus discriminées : elles sont l'échelon le plus bas dans la chaîne du travail, elles sont mal payées, moins bien payées que les hommes et leur liberté de mouvement en dehors de la maison ou du village est limitée. Tout ça fait qu'elles sont "prisonnières" d'une situation qui les force à accepter ces emplois mal payés et n'offrant aucune protection. En plus de cela, il y a le facteur générationnel. De mères en filles, elles subissent la malnutrition, le manque d'éducation et le manque d'attention. Donc la peur est très réelle ! Peur de la communauté, peur de ce que pensent les autres, peur de se rebeller,...

De plus, il y a d'autres problèmes liés au fait d'être femme. En plus de leur travail, elles portent de très lourdes responsabilités. Si quelqu'un tombe malade à la maison, c'est leur responsabilité. Elles doivent récolter l'eau, nettoyer la maison, s'occuper des enfants,... Elles travaillent toute la journée et ce travail n'est pas considéré comme une activité économique.

**ELLES TRAVAILLENT
TOUTE LA JOURNÉE ET
CE TRAVAIL N'EST PAS
CONSIDÉRÉ COMME UNE
ACTIVITÉ
ÉCONOMIQUE.**



Et dans le secteur de l'artisanat, est-ce la même réalité ?

Oui, la plupart des artisanes aussi restent invisibles et isolées, car elles travaillent depuis la maison. Leur propre

famille ne reconnaît pas leur contribution au ménage. Nous avons pourtant de nombreuses études qui prouvent que les artisanes qui travaillent à domicile contribuent grandement à l'éducation de leurs enfants, aux besoins quotidiens de la famille. Ces femmes qui travaillent à domicile sont aussi celles qui absorbent les chocs du marché ou de l'économie.

Quel sont les principaux défis auxquels les artisanes sont confrontées ?

Le plus grand défi est d'obtenir une rémunération juste pour le travail accompli. Le long travail qu'elles effectuent est souvent trop peu payé. Il existe aussi de nombreux mécanismes qui viennent diminuer leur salaire : certaines femmes sont liées par des dettes ou des sommes qui leur ont été prêtées lorsqu'elles étaient dans le besoin. L'intermédiaire peut aussi abuser des rejets. Par exemple, sur une commande de 500

pièces, il n'en accepte que 300. Dans ce cas, ce sont les artisanes qui assument la perte.

EN INDE, LE SALAIRE JOURNALIER MOYEN D'UN HOMME EST ENVIRON 25% PLUS ÉLEVÉ QUE CELUI D'UNE FEMME

tière de design. En effet, les marchés changent très rapidement et les clients internationaux, bien qu'ils souhaitent travailler de manière éthique avec les producteurs, demandent une grande flexibilité dans la production. Il est donc important d'investir dans le renforcement de leurs compétences en matière de design, dans leur capacité à comprendre les marchés, les tendances...

Le commerce équitable est-il une bonne alternative à promouvoir ?

Au cœur du commerce équitable se trouve le respect et la dignité du producteur. Or si c'est la norme pour le commerce équitable, pour bien d'autres entreprises ce n'est pas du tout le cas. Souvent la femme ou le travailleur en bas de la chaîne de production n'est pas reconnu et est quasi invisible. Mais les organisations de commerce équitable ont aussi des choses à apprendre des entreprises tra-

ditionnelles en matière de business plan, de management et de production à grande échelle. Je pense donc qu'en insérant les principes du commerce équitable dans les entreprises conventionnelles, cela mènera à plus d'égalité entre homme et femme, plus de reconnaissance pour les artisanes, plus de dignité et de meilleurs salaires.

Etes-vous optimiste pour l'avenir des artisanes en Inde ?

L'Inde est un très grand pays et globalement nous constatons un fort développement, de plus en plus de femmes sont scolarisées, font de meilleures études, les femmes osent sortir de la maison et deviennent plus fortes au niveau économique, elles prennent de plus en plus de place. Cependant, nous sommes toujours confrontés à des problèmes d'insécurité, d'abus sexuels et de violence. Ce qui me pousse à être optimiste c'est le fait qu'il y a de plus en plus d'organisations de femmes qui parlent de ces problèmes et qui interpellent le gouvernement. Mais la route est longue et sinueuse et nous avons encore beaucoup d'obstacles à surmonter.

Propos recueillis par Ronny Hermosa



LES HOMMES INDIENS SONT CEUX QUI PARTICIPENT LE MOINS AUX TÂCHES DOMESTIQUES DANS LE MONDE !

Ils n'y consacreront que 19 minutes par jour, contre 114 minutes en Slovénie, le pays qui arrive en tête du classement (sur une liste de 30 pays). La Belgique arrive en 5ème position avec 97 minutes.

www.theatlantic.com/international/archive/2014/03/the-countries-where-men-do-the-most-housework/284276/



Pour en savoir plus :

Voir l'étude « Artisanat et genre : impact de l'artisanat équitable sur l'empowerment des femmes en Inde et au Bangladesh, Patrick Veillard, 2014.

www.omdm.be/etude-artisanat-et-genre-impact-de-lartisanat-equitable-sur-lempowerment-des-femmes-en-inde-et-au-bangladesh/

INÉGALITÉS HOMMES-FEMMES SUR LE LIEU DE TRAVAIL EN BELGIQUE



La Belgique est un des pays les plus en pointe dans l'approche « genre », avec tout un arsenal de lois concernant la non-discrimination et un organisme spécialisé dans les discriminations liées au genre. Enfin, l'approche « gender mainstreaming » (voir encadré) impose à l'Etat de vérifier l'impact de toute mesure sur l'égalité hommes-femmes, et éventuellement de corriger le tir si cet impact est négatif. Alors, tout va bien ? Hélas non... Les stéréotypes sexistes ont la vie dure et il reste encore beaucoup de travail pour que femmes et hommes soient égaux. Petit tour de la question avec **Véronique De Baets** de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, spécialiste de l'aspect « genre et emploi ».

Quel est le poids de la culture dans les inégalités hommes-femmes ?

En Belgique, ce poids est très important. Mais il est tellement intégré qu'on ne le sent pas. Notre société est pourtant influencée par de nombreux stéréotypes sexistes. Ce n'est pas un hasard si on retrouve plus de femmes dans les filières liées à la santé ou au social. Ces filières sont moins valorisées socialement, on y trouve plus de temps partiels, plus de contrats précaires et le salaire y est généralement moins élevé.





LA DISCRIMINATION S'ARRÊTE ICI



une campagne menée par la
Cocof, le Centre interfédéral
pour l'égalité des chances et
l'Institut pour l'égalité des
femmes et des hommes.
www.stop-discrimination.be

C'est le résultat d'une culture encore trop marquée par des stéréotypes : on va éduquer les petits garçons à être plus combattifs, à avoir moins le droit à l'erreur. On retrouve donc plus d'hommes par la suite dans des métiers en général plus combattifs, plus valorisés professionnellement et qui correspondent davantage à des temps pleins.

La culture et l'environnement sexiste vont donc avoir une influence sur l'accès à l'emploi des femmes, sur leur carrière et aussi sur la pauvreté de certaines femmes. Elles sont en général plus impliquées dans les tâches ména-

gères et dans l'éducation des enfants. En Belgique, les femmes travaillent en moyenne 8h et demi de plus que les hommes par semaine dans le travail domestique, sans prendre en compte le travail lié aux enfants. A l'inverse, les hommes travaillent 7 heures de plus de manière professionnelle rémunérée. Cela a forcément un impact sur la pension ou sur le chômage des hommes, qui seront plus élevés que chez les femmes.

Donc, même s'il y a eu beaucoup de progrès, les problèmes d'égalité en Belgique sont moins visibles mais toujours présents. L'image de la femme au service de la famille ou au service de l'homme est toujours d'actualité. Nous essayons de combattre cette image par des campagnes de sensibilisation, par une approche au niveau de l'enseignement...

Et pour les femmes qui parviennent à des postes de décision ou dans des carrières où on ne les attend pas, comment cela se passe ?

Souvent, lorsque les femmes

parviennent au sommet de la hiérarchie d'une entreprise et qu'elles sont en minorité, elles adoptent des postures masculines. Elles se fondent dans la culture ambiante. Par contre, si les femmes représentent une certaine masse critique, environ 30%, alors on remarque un enrichissement mutuel puisque chaque sexe peut apporter sa spécificité dans son approche.

Comment faire en sorte que la législation donne de meilleurs résultats ?

En Belgique, on a effectivement beaucoup de lois, mais toutes n'ont pas la même efficacité. Par exemple, grâce à la loi sur les conseils d'administration, qui impose un quota dans les grosses sociétés cotées en bourse, le nombre de femmes a vraiment augmenté dans ces structures. Mais des études montrent que, dans tous les secteurs, les femmes sont sous-représentées aux niveaux de pouvoir, y compris dans les ONG, dans le non marchand, dans les médias... Il reste donc beaucoup de travail.

Et comment peut-on lutter contre cette situation ?



Il faut s'attaquer à la racine du problème, dès la petite enfance, pour lutter contre les stéréotypes. On remarque que le fait de prévoir suffisamment de places d'accueil pour les petits enfants et d'accueil extra-scolaire pour les enfants plus âgés a un impact très positif sur l'offre

d'emplois de qualité pour les femmes. Un autre point est lié aux congés parentaux, qui sont prévus par

la loi en Belgique, et qui facilite l'équilibre entre la vie familiale et l'emploi. Le souci, c'est que ces congés sont essentiellement pris par les femmes, ce qui va avoir un impact négatif sur leur carrière. Implicitement, cette situation renforce l'image de la femme plus impliquée dans les tâches liées à l'éducation et au ménage à la maison.

Nous essayons donc d'encourager les hommes à prendre ces congés et à s'investir davantage dans la sphère familiale (NDLR : le congé de maternité en Belgique est de 15 semaines pour les femmes et de 10 jours pour les hommes). Si on veut que les femmes soient plus présentes sur le marché du travail, il faut aussi renforcer la présence des hommes dans la sphère familiale.

Y a-t-il une évolution naturelle dans le partage des tâches ménagères en Belgique ?

Non, il faut continuer à sensibiliser et à lutter contre les stéréotypes qui nous enferment dans des rôles traditionnels. Il semble que sans cela,

les pères consacraient moins de temps aux enfants et continueraient à privilégier leur carrière

professionnelle. Il y a pourtant une étude qui montre que plus de 70% des pères souhaiteraient consacrer davantage de temps à leur famille mais nombreux sont ceux qui n'osent pas demander un congé parce que culturellement, dans la mentalité des entreprises, ce serait très mal vu.

Comment peut-on améliorer l'égalité hommes-femmes en matière de salaire ?

En Belgique, l'écart salarial entre hommes et femmes n'est pas très élevé : il est de 9% sur une base horaire alors que la moyenne européenne est de 16%. Cet écart devient beaucoup plus grand si on l'analyse sur une base annuelle, c'est-à-dire si on prend en compte le temps partiel. Il est alors de 22%.

L'écart de salaire est surtout important entre les personnes qui ont des emplois de qualité (davantage les hommes) et des personnes qui sont dans des secteurs moins rémunérateurs et avec des statuts plus précaires (surtout des femmes). Ce fossé entre bons emplois et emplois de seconde catégorie risque de se renforcer avec la crise.

En Belgique, près de 45% des femmes salariées travaillent à temps partiel ; chez les hommes c'est un peu moins de 10%. Cette situation empêche les femmes d'être complètement autonomes. Elles sont généralement dépendantes du conjoint financièrement. En cas de rupture, elles se retrouvent seules avec les enfants, car plus de 80% des chefs de famille monoparentales sont des femmes ! Cela entraîne un gros risque de précarité. Ce risque est aussi présent au moment de la pension, puisque les femmes n'auront pas cotisé à temps plein pour leur pension. Il y a donc un problème de pauvreté qui touche spécifiquement les femmes en Belgique.

Quelle vue a-t-on sur le secteur du travail informel, non déclaré en Belgique ?

Il est difficile d'en parler vu qu'on ne dispose pas de



chiffres. La création des titres services aurait permis de légaliser environ 140 000 emplois. Par contre, ces emplois sont peu rémunérés, sont souvent en temps partiel et offrent peu de possibilité d'évolution de carrière... Ces emplois sont surtout occupés par des femmes (c'est principalement du travail de nettoyage et de ménage). On a donc légalisé des situations qui sont pourtant sources d'inégalités hommes-femmes.

Comment les femmes peuvent-elles se défendre par rapport à une discrimination sur leur lieu de travail ?

Beaucoup de lois permettent de lutter contre certaines discriminations comme le paiement inégal pour des tâches équivalentes ou comme le li-

cenciement lors d'une grossesse. Les femmes ou les hommes qui le souhaitent peuvent contacter l'Institut au numéro gratuit 0800 12 800. Nous avons un service de première ligne qui donne gratuitement les possibilités de recours et de médiation.

Etes-vous optimiste quant à l'évolution de la situation ?

Le contexte économique et budgétaire n'est pas très propice à plus d'égalité. Il faudra être attentif à ce que les coupes budgétaires n'entravent pas le travail des institutions et associations compétentes en la matière. Sur le marché du travail, il y a des

IL Y A DONC UN PROBLÈME DE PAUVRETÉ QUI TOUCHE SPÉCIFIQUEMENT LES FEMMES EN BELGIQUE.

projets pour rendre le travail des femmes plus flexible, ce qui est une bonne chose. Au niveau européen, 35% des mères sont inactives mais la toute grande majorité d'entre elles (plus de 80%) souhaiterait travailler si le travail était plus flexible... Mais il faut que cela se fasse aussi dans l'intérêt du travailleur et pas uniquement dans celui de l'employeur.

Il faudra également continuer à lutter contre les stéréotypes de genre à l'école mais aussi dans les médias et dans la publicité.

Propos recueillis par
Sébastien Maes

RETROUVEZ CES DEUX INTERVIEWS EN VIDÉO DANS LEUR VERSION INTÉGRALE :

www.fairchances.org

Shalini : www.youtube.com/watch?v=_kpEE2ZAKwk

Véronique : www.youtube.com/watch?v=0UNvPovJBhE



TESTEZ LA DIFFÉRENCE SALARIALE ENTRE HOMMES ET FEMMES DANS VOTRE SECTEUR

Découvrez en quelques clics combien vous gagnez de plus ou de moins que la personne de sexe opposé.

www.convertisexe.be



LE GENDER MAINSTREAMING, UNE APPROCHE GLOBALE DU GENRE

Selon le Groupe de spécialistes pour une approche intégrée de l'égalité (EG-S-MS) du Conseil de l'Europe, le gender mainstreaming est : « la (ré)organisation, l'amélioration, l'évolution et l'évaluation des processus de prise de décision, aux fins d'incorporer la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines et à tous les niveaux, par les acteurs généralement impliqués dans la mise en place des politiques ».



Affiche d'une campagne de la FGTB,
www.fgtb.be/web/guest/egalite-femmes-hommes

LE COMBAT HÉROÏQUE DES OUVRIÈRES DE LA FN-HERSTAL

En 1966, les ouvrières de la Fabrique nationale d'armes de guerre, à Herstal, décident d'arrêter le travail. Durant 12 semaines, elles paralysent l'usine et parviennent à mobiliser les hommes et les syndicats à leurs côtés. D'autres usines wallonnes vont également se joindre au mouvement. Cette grève est devenue un symbole international pour la lutte en faveur de l'égalité des sexes.





FEMIMAIN : QUAND LA DIASPORA RETOURNE AU PAYS

Agir pour aider son pays d'origine, c'est possible ! De nombreux projets citoyens d'aide au développement liés aux diasporas existent en Belgique. Femimain, une coopérative liée au centre communautaire « Piano Fabriek » à Saint-Gilles, se distingue du fait qu'elle commercialise des produits de commerce équitable marocains fabriqués intégralement par des femmes. Une démarche particulièrement exemplaire et symbolique d'empowerment économique des femmes à la fois au Maroc et en Belgique.



Trees Candaele, porteuse du projet au sein du Piano Fabriek, raconte : « Nous sommes parties en 2003 au Sud du Maroc avec une quinzaine d'immigrées marocaines de Saint-Gilles. La rencontre avec plusieurs organisations militantes de femmes a agi comme un déclic : de voir tout ce que ces femmes étaient capables de faire avec si peu de moyens leur a permis de relativiser leur situation et de les motiver pour monter un projet de commerce équitable. Je suis ensuite retournée au Maroc pour y rechercher des organisations relativement accessibles et désireuses de travailler selon les principes du commerce équitable ».

Trees met alors en place un partenariat avec une dizaine de coopératives, qui doivent res-

pecter une charte reprenant les principes généraux du commerce équitable (prix négociés et stables, préfinancement, relation commerciale sur la durée, conditions de travail décentes, etc.). Cette charte n'équivaut pas à une certification, trop couteuse et complexe, mais la philosophie et les actions concrètes sont bien là : emplois dans des ateliers, organisation en collectifs de femmes, utilisation partielle des profits pour des cours d'alphabétisation, etc. Aujourd'hui, Femimain fournit leurs produits (bijoux, textiles, paniers, huile d'argan, etc.) à une quinzaine de magasins en Belgique (ex. Letude à Louvain, Ozfair à Saint-Gilles). Au sein du Piano Fabriek, plusieurs femmes issues de l'immigration sont employées au contrôle des livraisons, à l'organisation des stocks, aux commandes, etc.



En arriver là n'a cependant pas été simple. « L'atelier de confection de foulards, par exemple, est très reculé. Les artisanes y tissaient des choses magnifiques mais qui s'accumulaient dans un coin faute de marché sur lequel les écouler. La situation s'est entretemps améliorée. De même pour les bijoux, les artisanes ont su s'ajuster et proposent maintenant des designs plus modernes et mieux adaptés aux goûts européens. Il est passé le temps où une artisane me demandait de revenir de Belgique pour la voir, en précisant que son couscous restait chaud très longtemps ! ». Un projet qui génère, au Maroc comme en Belgique, des emplois, l'empowerment des femmes mais aussi des rencontres et des échanges culturels, n'est-ce pas un rayon de lumière dans la morosité actuelle ?

NDLR : Cet article est pour la plus grande part issu d'une publication du Trade for Development Center « Femimain : la boucle est bouclée ».





MOI JE VEUX BIEN MAIS NON.

LA RUBRIQUE DÉVELOPPÉE
EN INFUSION D'OLIVIER BAILLY

La conférence internationale sur le financement du développement¹ s'est tenue en ce mois de juillet 2015 à Addis-Abeba, Ethiopie.

Comme d'hab' dans ce genre de pow wow international, ça va développer sec. Et pas avec n'importe qui. Le secrétaire général des Nations Unies Ban-Ki Moon a sollicité Paul Polman, PDG d'Unilever, pour qu'il intègre son panel de haut niveau (27 personnes) chargé de définir l'agenda post-2015 pour le développement. Allez, ce n'est pas possible ça. En 2014, Paul a gagné dix millions d'euros net et a déclaré dans la foulée au Washington Post : «Cela me gêne, si vous me le demandez les yeux dans les yeux.» On ne te le demande pas Paul, mais ta gêne ne t'incommoder pas au point d'«appeler à une régulation des salaires des cadres » ou à faire comme Dan Price qui a augmenté le salaire minimum de ses 120 employés et

a diminué le sien d'un million pour que les deux rémunérations extrêmes se rejoignent.

Dans la perspective du sommet éthiopien, la présence de plus en plus envahissante d'acteurs privés dont Unilever dans les enjeux de développement a amené 150 organisations de solidarité internationale à mettre en garde les représentants politiques sur la «privatisation de l'aide publique» dans le cadre de cette conférence internationale.

En gros, le développement ne passera pas par Unilever.

Quoique. En France, Unilever a fermé en 2010 une usine à thé «Eléphant » pour la relocaliser en Pologne (dans un souci de développement polonais). Problème : les 180 ouvriers sur le carreau n'ont

pas aimé le goût amer de l'infusion et ont décidé de reprendre de haute lutte l'usine (dans un souci de développement français). Unilever n'était pas chaud bouillant pour ce processus fort de café mais au bout de 1336 jours d'occupation, la multinationale a lâché. Aujourd'hui, les ouvriers sont organisés en SCOP (Sociétés coopératives et participatives). Au menu : politique salariale parfumée au tilleul bio. Avant, l'écart des salaires allait de 1 à 210. A présent, il sera de 1 à 1,3². Et bientôt, on boira du thé « 1336 » sans s'étrangler face aux incohérences patronales. Etrange croisement d'actualités pour rappeler le pouvoir de la base. N'est-ce pas un des révoltés de 1336 qui devrait intégrer le panel de haut vol de Ban-Ki Moon ? Comme quoi je retire ce que j'ai écrit. Le développement et Unilever, c'est possible (à condition d'en sortir).

1 www.un.org/esa/ffd/ffd3/

2 « Les anciens de Fralib et leur coopérative lancent le thé de la transformation sociale et écologique », BastaMag, Emmanuel Riondé, Jean de Pena, 27 mai 2015

LA GUERRE AUTOUR DU CONCEPT DE GENRE

EN FRANCE, ON SE DÉCHIRE SUR LA QUESTION DU GENRE,
ET SUR SA PRÉSENCE DANS LES MANUELS SCOLAIRES...

Pourquoi tant de
haine?

1. SIMONE DE BEAUVOIR
DISAIT:



ON NE NAÎT
PAS FEMME
ON LE DEVIENT

C'est-à-dire que les inégalités entre femmes et hommes sont culturellement construites, et non naturelles. Une thèse qui a donné naissance à la notion du GENRE et qui a inspiré des centaines de milliers de féministes dans leurs combats.

Et puis il y a les personnes qui prétendent que les différences entre hommes et femmes sont basées sur un ordre naturel. Et qui font appel à la biologie pour défendre leur point de vue.

2.



3.

Celles et ceux-là voient dans la théorie du genre de grands dangers, voire même un complot visant à détruire « la Famille ». Elles craignent de voir l'homosexualité se banaliser – et surtout le mariage homosexuel. Ou encore une tendance à pousser les filles à se masculiniser et les garçons à se féminiser, gommant les différences dites naturelles.

4.

MAIS AU FOND,

que disent les scientifiques sur ces différences ? Dans le journal « Le Monde », des enseignant-e-s et biologistEs disent que cette vision est :



Et illes enfonce le clou:

« NOUS TENONS À AFFIRMER AVEC LA PLUS GRANDE INSISTANCE QUE LES CON. NAISSANCES SCIENTIFIQUES ISSUES DE LA BIOLOGIE ACTUELLE NE NOUS PERMETTENT EN AUCUN CAS DE DÉGAGER UN QUELCONQUE « ORDRE NATUREL » EN CE QUI CONCERNE LES COMPORTEMENTS HOMMES-FEMMES OU LES ORIENTATIONS ET LES IDENTITÉS SEXUELLES. »

5.

Au contraire, ces chercheur-e-s en biologie affirment que la science nous révèle « une forte diversité des comportements, qu'ils soient ou non sexués : dans la nature, les orientations et pratiques sexuelles, les modes de reproduction et les stratégies parentales sont incroyablement variés. »



6.



« AINSI, CHEZ LE CRAPAUD ACCOUCHEUR, PAR EXEMPLE, LE MÂLE PORTE LES OEUFS SUR SON DOS ET S'EN OCCUPE JUSQU'À L'ÉCLOSION, TANDIS QUE LES MÉROUS CHANGENT DE SEXE AU COURS DE LEUR VIE. »

8.

« Quelles que soient les conclusions scientifiques relatives aux origines des différences entre les hommes et les femmes, celles-ci ne doivent pas servir à légitimer l'inégalité entre les sexes dans nos sociétés, et les inégalités ne doivent pas non plus être présentées comme des faits de nature »



9.



Et pour celles et ceux qui n'ont pas bien compris: « Il est donc inadmissible et vain d'instrumentaliser la biologie dans un débat concernant l'égalité sociale entre les individus, quels que soient leur sexe, leur identité ou leur orientation sexuelle. L'apprentissage de l'égalité ne peut se faire que par l'éducation, et ce qui se passe dans la nature ne nous renseigne en aucun cas sur les décisions politiques que nous devons prendre. »

MAIS ALORS

7.

SI C'EST LE BORDEL DANS LA NATURE, POURQUOI TANT D'ACHARNEMENT À FAIRE CROIRE L'INVERSE ?

Selon les signatariEs de l'article, « les opposants au concept de genre, en tentant insidieusement de déplacer le débat du champ de la politique à celui de la biologie, ont pour objectif d'imposer leur système de représentations. Cependant, ce système n'a rien de naturel ni d'universel. »

10. OUF !

CELA PEUT PARAÎTRE ÉVIDENT MAIS CERTAINES ÉVIDENCES SONT BONNES À RAPPELER !



Karo